

Secteurs d'activités

Administration publique (30)

En bref

Ce secteur reprend l'ensemble des unités institutionnelles qui régissent le fonctionnement de la société et permettent un fonctionnement correct de l'Administration de la collectivité. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Ces organismes publics font partie de l'Administration générale, économique et sociale, des services de prérogatives publiques et de la sécurité sociale obligatoire. D'autres activités sont réalisées dans les Administrations publiques mais elles ont été classées dans d'autres secteurs (Education et formation, santé, etc.).

L'Administration a pour fonction principale de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales; elle prend en charge des domaines socialement très pertinents tels que : l'environnement, la problématique des réfugiés, la justice, la sécurité de la chaîne alimentaire, la politique carcérale, la lutte contre la fraude sociale et fiscale, la représentation de la Belgique à l'étranger, le bien-être,... En outre, il y a aussi des fonctions reliées à la structure interne : management des ressources humaines, communication interne, gestion du budget, IT, etc.

A travers le travail de modernisation qui est en vigueur depuis quelques années, la Belgique oeuvre pour une meilleure efficacité de l'Administration publique.

	Nombre d'établissements en 2008	Nombre de postes de travail salarié en 2008
Wallonie	1 832	122 564
Bruxelles-Capitale	632	107 777
Flandre	2 264	153 169
Belgique	4 728	383 510

Source : ONSS - statistiques décentralisées 31 décembre 2008 et ICN - Comptes régionaux 2008, calculs le Forem

En détail

Activités du secteur

Description du secteur

Le secteur (1) de l'Administration publique regroupe les activités de nature gouvernementale habituellement exercées par l'Administration publique. Ce secteur est divisé en trois sous-secteurs :

- **L'Administration générale, économique et sociale.** Ce sous-secteur comprend:
 - l'Administration publique générale (fédérale, communautaire et régionale, provinciale, communale, CPAS) ;
 - l'Administration publique de la santé, de la formation, de la culture et des autres services sociaux ;
 - l'Administration publique des activités économiques (agriculture, aménagement du territoire, énergies et ressources minières, transports, communications, etc. ; l'Administration des affaires générales concernant l'emploi ; etc.).

- **Les services de prérogatives publiques.** Ce sous-secteur reprend les affaires étrangères, la défense, la justice (tribunaux, établissements pénitentiaires, etc.) et les activités d'ordre public et de sécurité civile (police fédérale et locale, la protection civile et les pompiers).
- **La sécurité sociale obligatoire.** Ce sous-secteur concerne l'Administration de la sécurité sociale obligatoire (assurance maladie, accident et chômage ; pensions de retraite ; etc.), les mutuelles et caisses d'assurance soins.

Remarque : Les Administrations publiques réalisent d'autres activités mais celles-ci peuvent être classées dans un autre secteur. Par exemple, la tutelle de l'éducation (réglementation, programmes, contrôle) relève du secteur « Administration publique », mais pas l'activité d'enseignement proprement dite qui appartient au secteur « Education et Formation » ; un hôpital militaire ou de prison est classé dans le secteur de la « Santé » et l'enlèvement des ordures dépend du secteur « Environnement et Gestion des Déchets ».

Le secteur aujourd'hui

« L'Administration a plusieurs facettes. Chaque service public a ses particularités : des jobs spécifiques, une culture d'entreprise et une atmosphère propres ». (2) L'Administration est en contact avec des domaines socialement très pertinents dans lesquels le secteur privé prend de moins en moins part : l'environnement, la problématique des réfugiés, la justice, la sécurité de la chaîne alimentaire, la politique carcérale, la lutte contre la fraude sociale et fiscale, la représentation de la Belgique à l'étranger, le bien-être,... En outre, il y a aussi des fonctions reliées à la structure interne : management des ressources humaines, communication interne, gestion du budget, IT, etc.

« De médecin à contrôleur fiscal ou caméraman, de kinésithérapeute à inspecteur en sécurité aéronautique l'Administration offre une large gamme de possibilités. Pourtant, tous les emplois ont quelque chose en commun. Tous les agents désirent réaliser de la manière la plus optimale possible la prestation de services aux citoyens pour aider à construire la société de demain ». (2)

Si la carrière dans l'Administration publique est généralement plus stable que dans le secteur privé, les travailleurs dans l'Administration publique ne sont pas tous fonctionnaires (3). Des modifications profondes sont intervenues au cours des dernières décennies. Ainsi l'engagement de contractuels représente une évolution majeure dans le secteur. Des fonctions de management peuvent également s'exercer sous forme d'un mandat. Si l'engagement de contractuels a créé plus de flexibilité de l'emploi dans le secteur, cela ne signifie pas que ces emplois - subsidiés (APE, ACS, PTP, etc.) ou non - soient des ressources passagères, les contrats proposés peuvent être à moyen ou long terme voire à durée indéterminée. « Il apparaît également que les dispositifs publics favorisent non seulement l'insertion de publics accédant plus difficilement à l'emploi mais qu'ils favorisent aussi une stabilisation de leur situation ». (4)

L'environnement impose de nouvelles adaptations : l'utilisateur devient un pivot important dans l'organisation, l'e-Administration redéfinit aussi le fonctionnement du système. (4) Cette évolution a commencé sous l'ancien gouvernement avec la Réforme Copernic (modernisation de la communication, procédure de mise en place pour désigner les managers, coûts de fonctionnement, échelles barémiques déterminées selon le niveau du diplôme, calcul de la déclaration fiscale, etc.) et continue actuellement avec les accords sur le volet de la fonction publique (simplification administrative, augmentation des primes de bilinguisme, responsabilisation accrue, etc.). Cette mutation a des incidences sur l'emploi dans le secteur de l'Administration publique. Si on voit l'impact direct que des changements comme les évaluations des fonctionnaires peuvent avoir, la modernisation des outils et la simplification administrative renferme un impact plus indirect. A travers le travail de modernisation qui est en vigueur depuis quelques années, la Belgique oeuvre pour une meilleure efficacité de l'Administration publique.

Un aspect important d'évolution du secteur trouve également son origine dans la décision de la commission européenne de ne pas légiférer au sujet des services publics. Suite à cela, les « services d'intérêts général à caractère économique (les télécoms, les transports, l'énergie, la poste, pour ne citer qu'eux) entrent dans le champ des règles européennes de concurrence » (5).

Le diplôme est le ticket d'accès aux offres d'emplois de l'Administration, cependant il est possible par la suite de se perfectionner ou d'accéder à un niveau supérieur. La mobilité interne permet de nouveaux élans dans une carrière de fonctionnaire. Certains emplois s'ouvrent à toutes sortes de diplômés d'un certain niveau,

d'autres requièrent un diplôme spécifique. Pour des débutants, le salaire est attrayant. Pour d'autres qui franchissent le pas, la flexibilité permettant de concilier vie professionnelle et familiale est déterminante.

(1) SPF Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie, NACE-BEL 2008 Nomenclature des activités économiques avec notes explicatives

(2) SELOR - <http://www.selor.be/workintheadministrat.aspx>.

(3) Selon l'ONSS, il y aurait environ 40 % de travailleurs sous statut contractuel. Ce chiffre varie en fonction du service public.

(4) Le Forem, Les attitudes et les pratiques à l'égard de la gestion des ressources humaines dans l'écosystème du NON-MARCHAND en Région wallonne - Série 4 : Administrations publiques: Communes et provinces, Charleroi, 2006

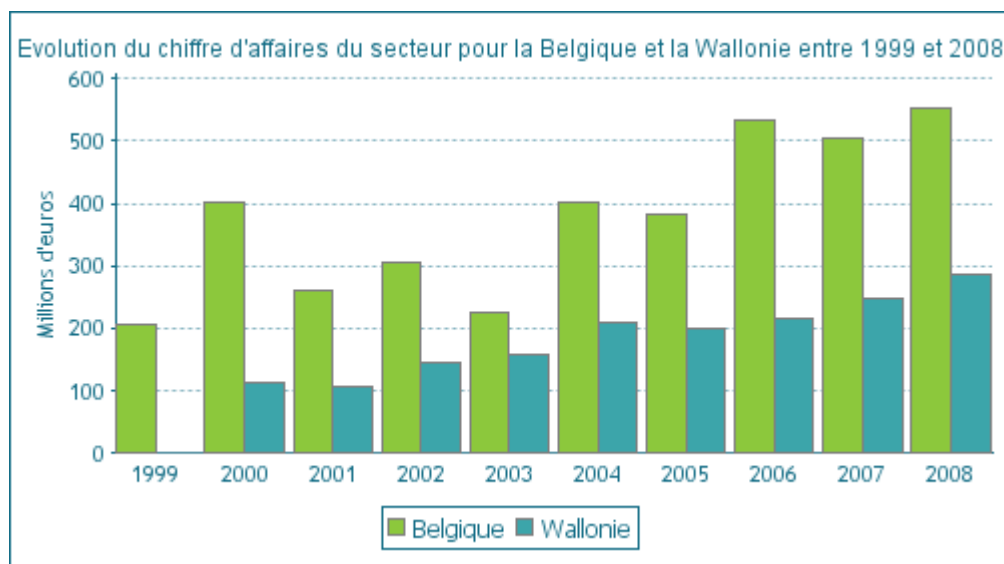
(5) La libre Belgique, Les services publics restent dans le flou, 20/11/2007.

Positionnement économique du secteur

Chiffre d'affaires

Notons que cet indicateur ne permet pas de décrire adéquatement l'activité du secteur, la TVA n'étant perçue que sur une partie limitée des activités du secteur.

En 2008, le chiffre d'affaires du secteur de l'Administration publique s'élève à près de 553 millions d'euros. La Wallonie a contribué pour 51 % de ce montant (285 millions d'euros).

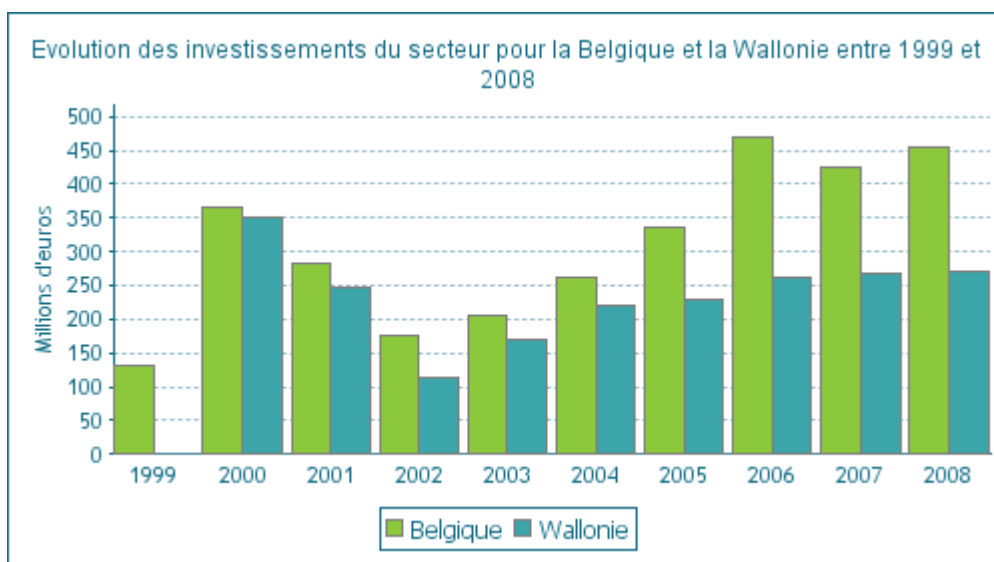


Source : SPF Economie, DGSIE 1999-2008, calculs le Forem

Investissements

En 2008, la valeur des investissements est de 456 millions d'euros. La Wallonie a investi 60 % de ce montant (près de 272 millions d'euros). Le taux de croissance des investissements, était de 40% entre 2005 et 2006 et de -10% entre 2006 et 2007.

Notons que cet indicateur est peu adéquat pour décrire l'activité du secteur.



Source : SPF Economie, DGSIE 1999-2008, calculs le Forem

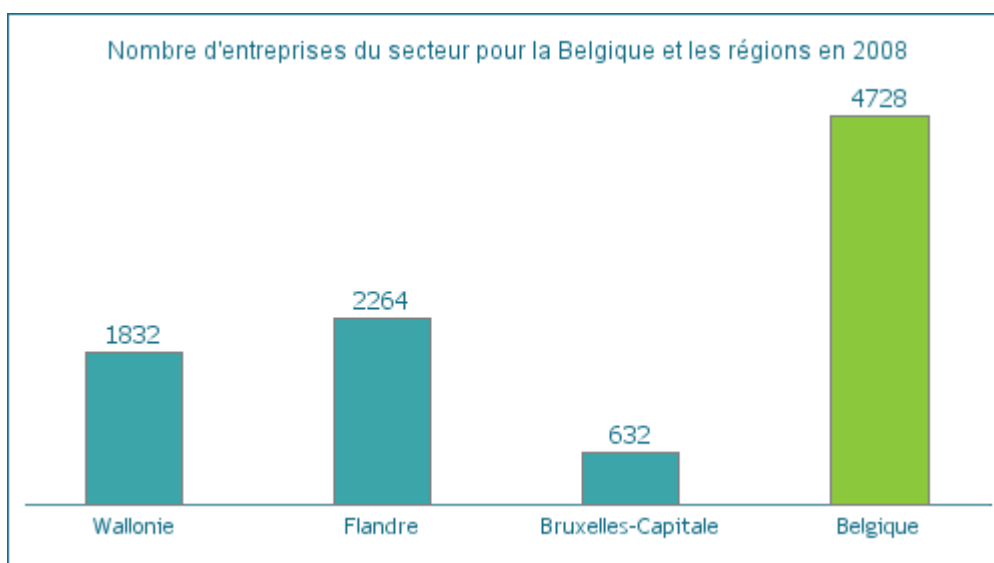
Entreprises du secteur

Belgique

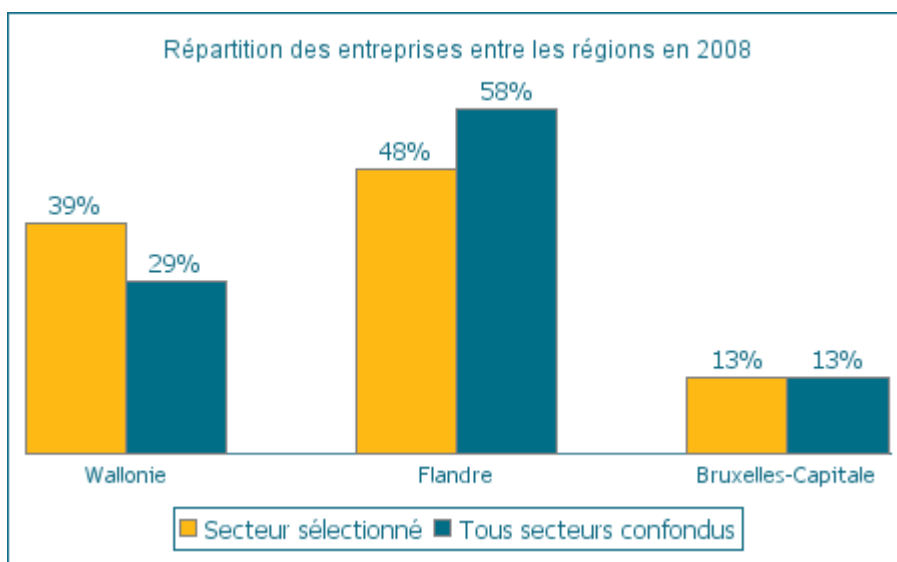
En 2008, le secteur de l'Administration publique belge compte 4 728 entreprises (1). La répartition géographique des entreprises de ce secteur diffère de celle de l'ensemble des secteurs.

Les entreprises de l'Administration publique sont surreprésentées en Wallonie ; en effet, 39 % des entreprises du secteur s'y trouvent contre 29 % de l'ensemble des entreprises tous secteurs confondus, alors qu'à l'inverse, 48 % des entreprises de l'Administration publique se situent en Flandre contre 59 % des entreprises tous secteurs confondus.

Le sous-secteur de l'Administration générale, économique et sociale compte un grand nombre d'entreprises (2 677, soit 56,5 %), viennent ensuite la sécurité sociale obligatoire (1 351, soit 28,5 %) et les services de prérogatives publiques (700, soit 15 %).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem



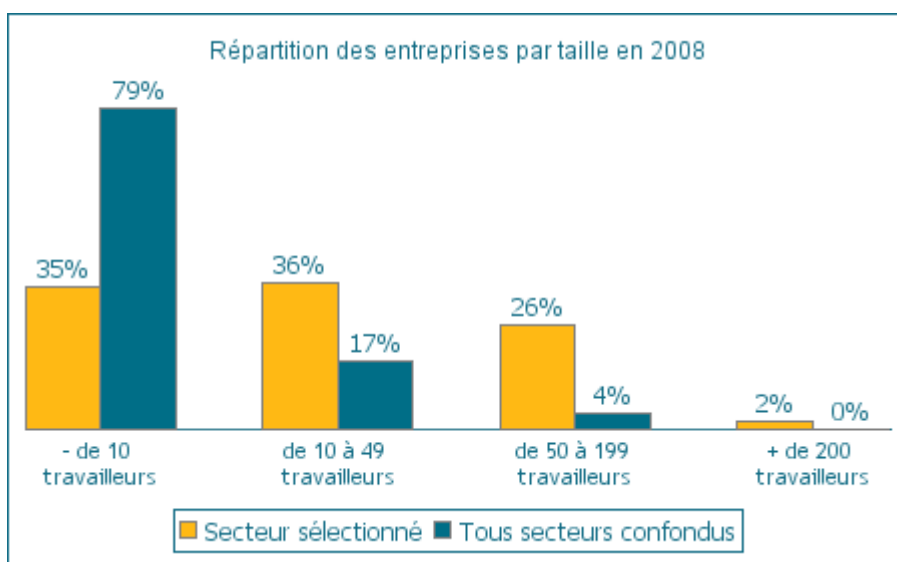
Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

Wallonie

La Wallonie compte 1 832 entreprises de l'Administration publique employant des travailleurs salariés. Plus de 70 % de ces entreprises emploient moins de 50 travailleurs. Les entreprises qui occupent entre 10 et 49 travailleurs constituent la plus grande proportion (36 %) des entreprises de ce secteur en Wallonie et un peu plus d'un quart des entreprises du secteur compte entre 50 et 199 travailleurs.

La ventilation, par taille, des entreprises du secteur de l'Administration publique diffère fortement de celle des entreprises de l'ensemble des secteurs et se caractérise principalement par la sous-représentation des entreprises de très petite taille.

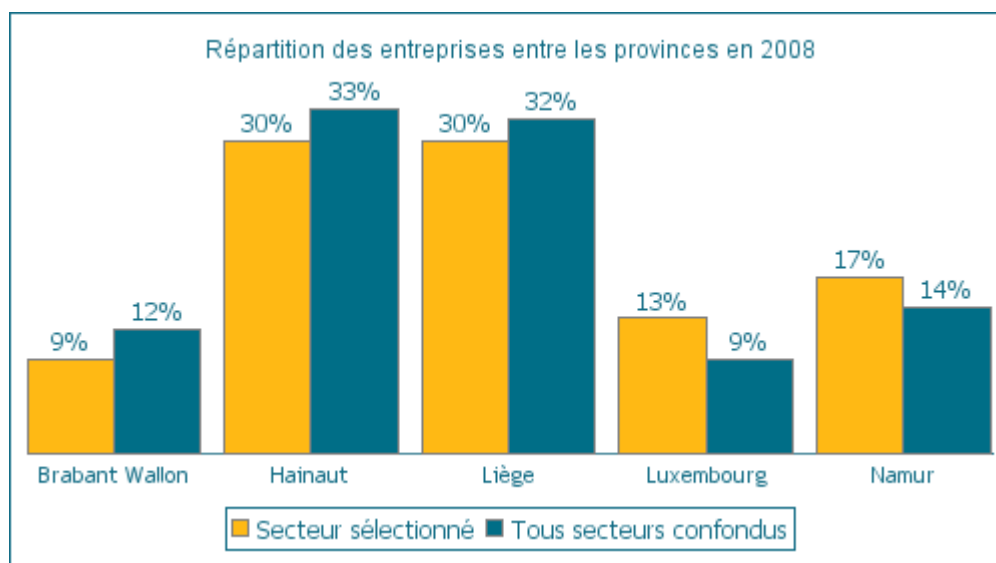
Les entreprises du secteur de l'Administration publique représentent 2,3 % de l'ensemble des entreprises wallonnes tous secteurs confondus. Tant au niveau régional wallon qu'au niveau national, c'est le sous-secteur de l'Administration générale, économique et sociale qui compte le plus d'entreprises (1 152, soit 63 %) suivi de celui de la sécurité sociale obligatoire (438, soit 24 %) et les services de prérogatives publiques (242, soit 13 %).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

La répartition des entreprises de l'Administration publique selon les provinces, pour 2008, est assez similaire à celle de l'ensemble des secteurs. Les entreprises du secteur de l'Administration publique sont principalement présentes en province de Hainaut et de Liège.

Cependant, par rapport à l'ensemble des entreprises wallonnes, les provinces de Luxembourg et de Namur comptent proportionnellement plus d'entreprises du secteur de l'Administration publique.



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

(1) Le terme « entreprise » désigne, pour les statistiques ONSS, l'unité d'établissement c'est-à-dire un lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse où s'exerce au moins une activité de l'entreprise. Il ne faut donc pas confondre avec la notion d'employeur (un employeur peut compter différentes unités d'établissement).

Emploi dans le secteur

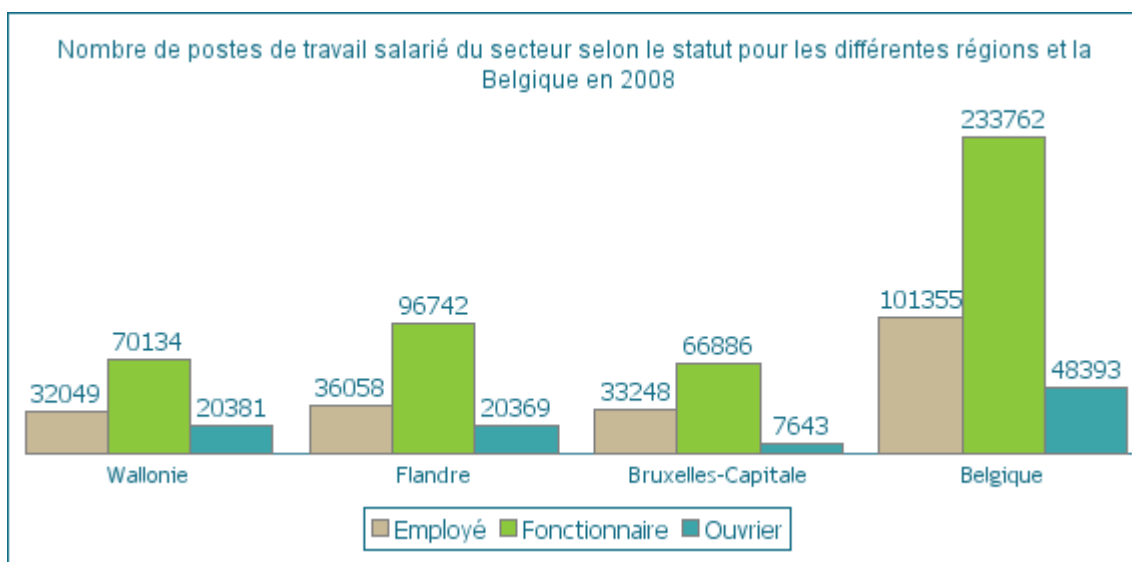
Niveau d'emploi

Belgique

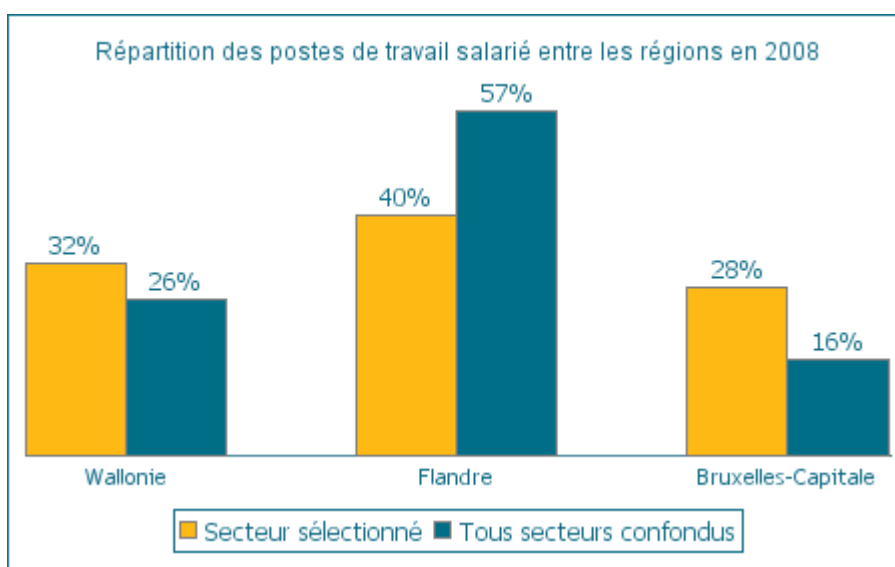
En Belgique, en 2008, le secteur de l'Administration publique a employé 383 510 salariés (1). Un peu plus d'une personne sur dix travaille sous le statut d'ouvrier (13 %) contre moins de trois sur dix sous le statut d'employé (26 %) et plus de six sur dix en tant que fonctionnaire (61 %).

La Flandre regroupe 40 % des postes de travail salariés de ce secteur contre 32 % pour la Wallonie et 28 % pour la Région de Bruxelles-Capitale. Cette répartition géographique diffère de celle de l'ensemble des postes de travail tous secteurs confondus, la Flandre comptant proportionnellement moins de postes de travail dans le secteur de l'Administration publique que dans l'ensemble des secteurs.

C'est le sous-secteur de l'Administration générale, économique et sociale qui compte le plus d'emplois (230 903, soit 60 %) suivi de celui des services de prérogatives publiques (120 148, soit 31 %) et la sécurité sociale obligatoire (32 459, soit 8 %).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

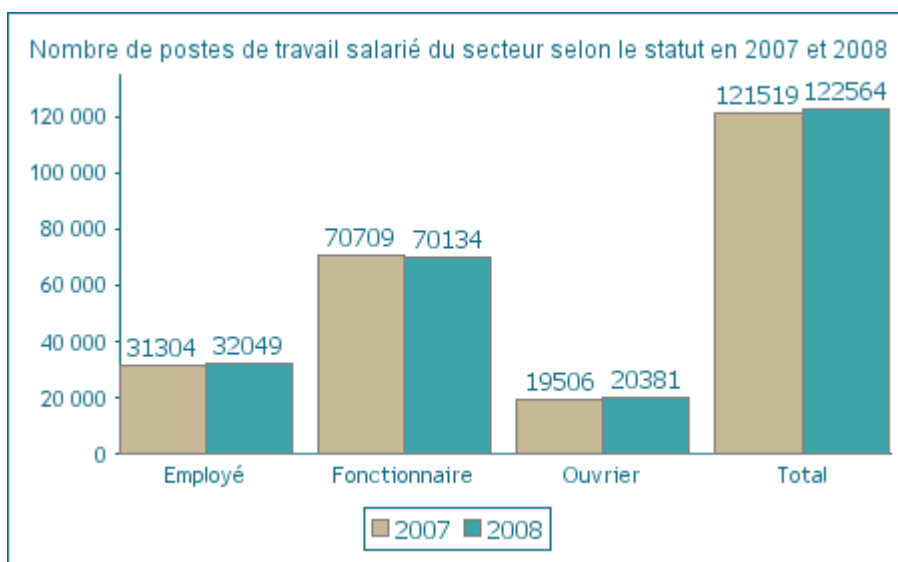


Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

Wallonie

En 2008, le secteur de l'Administration publique compte 122 564 postes de travail salarié, ce qui représente un peu plus de 12,3 % de l'ensemble des postes de travail salarié wallons. Le secteur occupe la seconde place au niveau de l'emploi sectoriel wallon (après le secteur de l'Éducation et de la Formation).

Au cours des dix dernières années, l'emploi dans ce secteur a connu une hausse de 10,9 %, passant de 109 327 postes de travail salarié en 1997 à près de 121.300 postes en 2007. Depuis 2000, hormis un pic en 2003, le nombre de postes salarié est assez stationnaire.

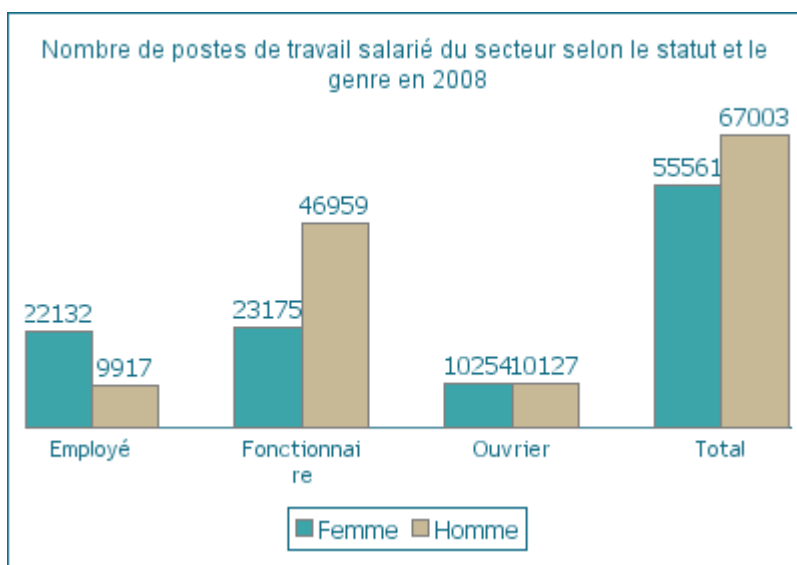


Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2007 et 2008, calculs le Forem

Les hommes occupent 56 % des postes de travail salarié tandis que les femmes en occupent 44 %.

La répartition selon le statut n'est pas homogène. Ainsi on retrouve 2/3 de femmes pour 1/3 d'hommes parmi les employés alors que les proportions s'inversent pour les fonctionnaires; on dénombre autant de femmes que d'hommes parmi les ouvriers du secteur.

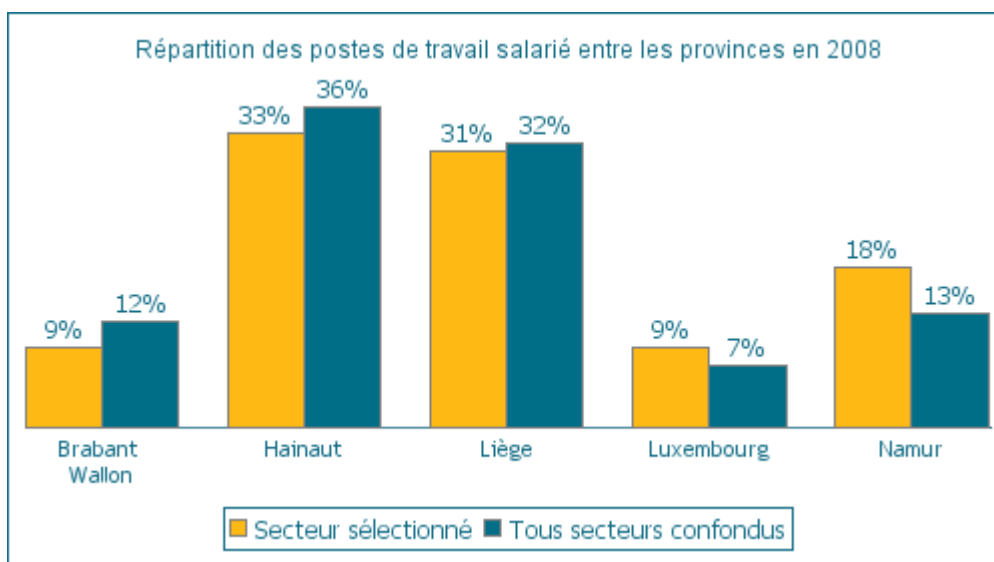
Au total, 58% des travailleurs de l'Administration publique en Wallonie sont fonctionnaires.



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

Comme pour l'ensemble des secteurs, les postes de travail du secteur de l'Administration publique sont principalement situés en province de Hainaut et de Liège (respectivement 34 % et 31 %).

Le secteur de l'Administration publique est légèrement surreprésenté dans les provinces de Namur et Luxembourg (respectivement 18 et 9 %).



Source: ONSS, statistiques décentralisées, 31 décembre 2008, calculs le Forem

(1) Les statistiques de l'ONSS comptabilisent les emplois en termes de postes de travail équivalent temps plein et non en termes de travailleurs.

Associations sectorielles

Ci-dessous vous trouverez une liste non-exhaustive d'associations sectorielles (fédérations patronales, associations paritaires, centres de compétences, clusters ou autres).

ABFP	Association Belge des Institutions de Pension http://www.pensionfunds.be
FISP	Fédération Intercatégorielle des Services Publics http://www.fisp.be/pompier/
frcpsb	Fédération Royale des Corps de Sapeurs-Pompiers de Belgique (ailes francophone et germanophone) http://www.frcspb.be/
Fédération des CPAS	La fédération des CPAS http://www.uvcw.be/espaces/cpas/
INAMI	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité http://www.inami.fgov.be
ONE	Office de la Naissance et de l'Enfance http://www.one.be/

Commissions paritaires

Métiers du secteur

Les métiers les plus demandés par le secteur d'activités, c'est-à-dire classés par ordre décroissant du nombre d'offres d'emploi reçues par Le Forem en 2006-2007 en provenance de ce secteur .

Agent administratif/agente administrative des services au public

Métiers du groupe: Facteur, Collaborateur administratif des services au public

Agent/agente de la sécurité et de l'ordre public

Métiers du groupe: Volontaire (Militaire du rang), Agent de police, Agent pénitentiaire, Sapeur pompier, Agent à la protection civile

Technicien/technicienne de la sécurité et de l'ordre public

Métiers du groupe: Inspecteur de police, Sous-officier d'armée

Agent administratif/agente administrative d'entreprise

Métiers du groupe: Employé administratif, Aide-comptable

Animateur/animatrice généraliste de loisirs

Métiers du groupe: Animateur d'atelier de centre de loisirs, Responsable de centre de loisirs

Intervenant/intervenante d'action sociale

Métiers du groupe: Assistant social, Conseiller conjugal et familial

Cadre charge/cadre chargée de la sécurité publique

Métiers du groupe: Directeur d'établissement pénitentiaire, Officier de la protection civile, Officier des services d'incendie, Commissaire de police, Officier d'armée

Conseiller/conseillère en développement local

Métiers du groupe: Conseiller en développement local

Intervenant/intervenante auprès d'enfants

Métiers du groupe: Assistant aux instituteurs maternels ou primaires, Accueillant d'enfants, Puériculteur

Conducteur/conductrice de machines d'impression

Métiers du groupe: Conducteur de machine d'impression

Agent/agente de service de collectivité

Métiers du groupe: Assistant ménager en collectivité, Agent de soins en hydrothérapie, Assistant logistique en milieu hospitalier, Ouvrier d'entretien du bâtiment, Brancardier

Cadre technico-administratif/cadre technico-administrative des services au public

Métiers du groupe: Cadre technico-administratif des services au public

Conducteur/conductrice de travaux du bâtiment

Métiers du groupe: Conducteur de travaux

Cadre technique de l'environnement

Métiers du groupe: Cadre technique de l'environnement

Nettoyeur/nettoyeuse de locaux et de surfaces

Métiers du groupe: Technicien de surface

Educateur-intervenant éducatif/éducatrice-intervenante éducative

Métiers du groupe: Responsable de service éducatif, Educateur

Juriste

Métiers du groupe: Notaire, Juriste, Huissier de justice, Avocat

Technicien/technicienne des services administratifs

Métiers du groupe: Technicien administratif

Technicien/technicienne des services comptables

Métiers du groupe: Comptable

Infirmier/infirmière généraliste

Métiers du groupe: Infirmier en soins généraux

Responsable en organisation

Métiers du groupe: Responsable en organisation

Architecte

Métiers du groupe: Architecte, Architecte paysagiste

Enseignant/enseignante d'enseignement général

Métiers du groupe: Enseignant de cours généraux dans l'enseignement secondaire supérieur, Maître spécial, Enseignant de cours généraux dans l'enseignement secondaire inférieur

Chargé/chargée d'études techniques du bâtiment

Métiers du groupe: Métreur - deviseur (BTP), Conseiller en énergie, Chargé d'études techniques du BTP

Enseignant/enseignante des écoles

Métiers du groupe: Instituteur de maternelles, Instituteur primaire

Codes NACE

Le secteur Administration publique est composé des codes NACE suivant:

84.1 Administration générale, économique et sociale

84.2 Services de prérogative publique

84.3 Sécurité sociale obligatoire

N.B. Cette plateforme d'information donne un éclairage sur différentes facettes du marché de l'emploi: les secteurs d'activités, les métiers et professions, les études et formations professionnalisantes. Elle n'a pas de prétention à fournir une analyse exhaustive de tous les aspects de l'activité du marché du travail.